



## DIALOGUE INTERNATIONAL SUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX ET LE RENFORCEMENT DE L'ÉTAT

### COMPTE-RENDU DE LA RÉUNION DU GROUPE DE PILOTAGE

8 Juin 2012, Nairobi

#### Résumé des décisions clés

- **Le mandat et la structure de gouvernance du Dialogue international** : les membres du groupe de pilotage se sont accordés à dire que le renouvellement du mandat et de la structure de gouvernance entraînent dans une nouvelle phase du Dialogue international. Cette tâche comprendra une clarification des responsabilités qui incombent aux présidents du groupe de travail et des rôles et fonctions de soutien détenus par les secrétariats du g7+, de l'INCAF et du Dialogue international. Une équipe composée de trois membres du groupe de pilotage (l'Afghanistan, le Canada, et des OSC), travailleront conjointement avec le secrétariat du Dialogue international pour préparer et diriger le processus de consultation. Ils présenteront une proposition finale pour le renouvellement du mandat et de la structure de gouvernance aux membres du Dialogue international pour ratification avant la prochaine réunion internationale du Dialogue.
- **La stratégie politique** : le rôle de tête de file joué par le g7+ dans ce domaine a été largement accepté. Le secrétariat du g7+ a présenté un projet de stratégie politique pour la promotion des objectifs de consolidation de la paix et de renforcement de l'État. Ce dernier sera examiné en collaboration avec un petit groupe (de travail) stratégique. Il stipulera clairement les rôles et responsabilités et comprendra une planification concrète de l'évènement qui se tiendra en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies de septembre. Le secrétariat du g7+, en consultation avec l'ensemble du groupe du g7+ et avec l'appui du groupe stratégique, sera responsable de la présentation de cette stratégie. Les coprésidents du Dialogue dirigent actuellement ce processus. Les partenaires au développement détermineront un chef de file à haut niveau pour remplacer le Danemark. Les organisations de la société civile et les agences multilatérales, quant à elles, devront déterminer des représentants qui feront partie de ce groupe.
- **La mise en œuvre du New Deal** : les réalisations atteintes à ce jour par le groupe de travail ont été largement acceptées et bien accueillies. Pour aller davantage de l'avant, le groupe peut jouer un rôle important dans le soutien de la mise en œuvre du New Deal,

particulièrement en facilitant le partage des expériences, en identifiant les opportunités et les goulots d'étranglement que peut rencontrer cette mise en œuvre, et en offrant un soutien ciblé aux membres du groupe de travail dans leur tâche pour la mise en œuvre du New Deal. Une meilleure coordination avec la stratégie politique et les indicateurs sur les objectifs de consolidation de la paix et de renforcement de l'État est également nécessaire. Les co-présidents du groupe de travail chargé de la mise en œuvre (l'Australie et l'Afghanistan), travailleront conjointement avec les secrétariats du g7+ et de l'INCAF pour apporter d'ici la fin du mois de juin, des propositions concrètes à la mission future du groupe.

- **Les indicateurs :** les co-présidents du groupe de travail, la RDC et le BACP, feront circuler une proposition sur la manière d'avancer les travaux et un calendrier révisé avec des propositions de livrables pour septembre 2012. Ces éléments seront soumis aux membres du groupe de pilotage pour réflexion d'ici la fin du mois de juin. Afin de conserver l'élan pris par ce processus et ne pas perdre l'occasion d'influer sur la discussion post-OMD, les co-présidents proposeront une option intermédiaire combinant le lancement de l'évaluation de la fragilité au niveau des pays (et l'identification d'indicateurs appropriés), avec des consultations au niveau mondial.
- **L'élaboration des rapports sur la mise en œuvre du New Deal :** les engagements pris sur l'élaboration des rapports sur la mise en œuvre du New Deal doivent s'aligner et venir en complément du mécanisme de suivi du partenariat mondial pour le développement (à finaliser à la fin du mois de juin). Une équipe composée de trois membres du groupe de pilotage (par exemple un représentant du g7+, un représentant du partenaire au développement et un représentant de la société civile), travaillera conjointement avec les secrétariats du Dialogue et du g7+ pour présenter une proposition de mécanisme d'élaboration de rapports sur la mise en œuvre du New Deal d'ici la mi-juillet. Ceci vient en complément du cadre de suivi du partenariat mondial et d'autres mécanismes de suivi et d'élaboration de rapports déjà existants, ainsi que des options proposées par le secrétariat du g7+.
- **La prochaine réunion au niveau mondial du Dialogue international :** La prochaine réunion au niveau mondial du Dialogue international devrait se tenir au dernier trimestre 2012 dans l'un des pays du g7+. Haïti et le Togo sont deux options possibles et la République Centrafricaine reste également une alternative. Les secrétariats du Dialogue et du g7+ étudieront ces options et en informeront le groupe de pilotage au plus vite.
- **La composition du groupe de pilotage :** la proposition faite par les co-présidents du Dialogue sur la manière d'officialiser le processus de sélection et d'adhésion des membres du groupe de pilotage a été ratifiée. Il sera demandé aux membres d'exprimer officiellement leur intérêt à rejoindre le groupe de pilotage d'ici la fin du mois de juillet. Une liste finale des membres retenus sera mise en circulation d'ici la fin du mois d'août.
- **Le financement :** les partenaires au développement ont demandé la présentation en urgence d'un budget complet et consolidé détaillant les besoins en financements des secrétariats du Dialogue et du g7+, les financements nécessaires au soutien national supplémentaire du g7+ et de la mise en œuvre du New Deal ainsi qu'aux activités de la Banque mondiale et des Nations Unies destinées à soutenir le g7+. En outre, le contrôle financier doit refléter les demandes de la société civile participant au Dialogue. Les secrétariats du Dialogue et du g7+ travailleront conjointement sur cette question et présenteront un budget consolidé au groupe de pilotage d'ici la fin du mois de juin.



## PROJET DE COMPTE RENDU

### I. Bienvenue et introduction

1. Au nom de la Banque mondiale, coorganisatrice de la réunion, M Joachim VON AMSBERG a souhaité la bienvenue aux délégués et a souligné l'engagement de la Banque mondiale d'être un partenaire utile et constructif pour la mise en œuvre du New Deal.
2. Les co-présidents du Dialogue international, les ministres Emilia PIRES et Christian FRIIS BACH, ont souhaité la bienvenue aux participants de la 11<sup>ème</sup> réunion du groupe de pilotage et ont mis en lumière les objectifs de cette réunion : a) discuter des questions clés telles que le mandat et la structure de gouvernance du Dialogue, y compris l'adhésion au groupe de pilotage ; b) présenter et discuter les progrès réalisés quant au cadre de travail de 2012, la manière d'accélérer la mise en œuvre du New Deal et d'accroître les engagements conjoints à venir, y compris pour l'évènement qui se tiendra en marge de l'assemblée générale des Nations Unies de septembre 2012 ; et c) discuter des options pour l'élaboration de rapports relatifs aux engagements pris pour la mise en œuvre du New Deal au niveau mondial et de leur portée. Décider de la date et du lieu où se tiendra la prochaine réunion mondiale du Dialogue et la manière de coordonner les besoins en financements du Dialogue et des processus qui lui sont liés, ont fait partie d'autres décisions devant être prises.
3. Mme. Donata GARRASI, du secrétariat du Dialogue international, a mis en relief les grandes lignes du programme de travail de 2012 et a brièvement présenté les progrès réalisés depuis le mois de janvier (par exemple les réunions des groupes de travail chargés de la mise en œuvre du New Deal, des indicateurs ou les discussions concernant la politique stratégique sur les objectifs de consolidation de la paix et de renforcement de l'État).

### II. Le mandat et la structure de gouvernance du Dialogue international

4. Les co-présidents ont mis en avant l'importance de garantir que le mandat du Dialogue soit clair et qu'il ait été convenu par ses membres. Qu'il tienne compte des opportunités et des défis que représente la mise en œuvre du New Deal et qu'il reconnaisse les autres processus, acteurs et évènements internationaux clés.
5. Mme Alexandra TRZECIAK-DUVAL, chef de la Division de la coordination des politiques de la Direction de la Coopération pour le Développement de l'OCDE a brièvement présenté l'efficacité du partenariat mondial pour le développement et en a souligné les synergies et les complémentarités avec le processus et la structure de gouvernance du Dialogue. Ceci a permis de d'encadrer la discussion sur le mandat et la gouvernance au sein de l'ensemble des processus mondiaux en cours et auxquels le Dialogue et ses membres ont pris part.
6. Sur la base du document sur les options concernant le mandat et la gouvernance du Dialogue (Document 1), les membres du groupe de pilotage ont été invités à partager leurs points de vue sur les fonctions clés de l'avancée des travaux du Dialogue, sur les caractéristiques clés de sa structure de

gouvernance, ainsi que sur le processus de consultation, et d'aboutir à une conclusion sur le renouvellement du mandat et de la structure de gouvernance.

7. Les questions mises en avant ont compris :

- L'importance d'établir le lien avec le partenariat mondial (dans lequel le g7+ et certains partenaires au développement sont représentés) et avec d'autres processus internationaux.
- Le besoin d'identifier un ensemble de principes pouvant permettre au Dialogue d'aller de l'avant dans ses travaux.
- L'importance de s'assurer que les co-présidents (et leurs équipes) du Dialogue, du groupe de pilotage et du groupe de travail, ont le pouvoir de prendre des décisions et de diriger le processus du Dialogue. L'importance également de s'assurer que les rôles et responsabilités de tous ces derniers ainsi que ceux des différents secrétariats (du Dialogue, du g7+ et de l'INCAF) sont clairement définis. Une première étape serait de clarifier quels secrétariats soutiennent quels groupes de travail et de déterminer un point focal pour chacun d'entre eux.
- L'importance de s'assurer que l'ensemble des membres du Dialogue, y compris la société civile, participent bien au processus et à la prise de décision. Le besoin également de maintenir la réunion annuelle du Dialogue au niveau ministériel comme le lieu où se déroulent les discussions et prises de décisions stratégiques.
- Le besoin de rationaliser, de simplifier et, quand cela est nécessaire, de mieux coordonner les manières de travailler, tout en tenant compte des limites des membres quant à l'engagement qu'ils ont pris vis-à-vis des différents groupes et processus internationaux (par ex. le partenariat mondial, l'INCAF, le g7+, les groupes de travail du Dialogue international et autres réunions du même type). Il serait pratique d'établir un calendrier coordonné des événements et de s'assurer de la participation des personnes pertinentes aux événements pertinents. Il sera également nécessaire de réviser les termes de référence des groupes de travail et de garantir une meilleure coordination.
- L'importance de s'assurer de la présence d'un flux de communication et d'informations clair parmi les membres du Dialogue concernant les travaux liés à la mise en œuvre du New Deal et du Dialogue de manière plus large (y compris les informations sur les membres et les points focaux).

#### **Décisions prises et étapes à venir**

Une équipe composée de trois membres du groupe de pilotage (l'Afghanistan, le Canada, et des OSC), travailleront conjointement avec le secrétariat du Dialogue international pour préparer un document contenant les options destinées à clarifier les rôles et responsabilités des différents acteurs prenant part aux différentes parties du programme de travail. Ce document servira de base à la consultation auprès des membres du Dialogue et d'autres partenaires. L'équipe examinera le processus de consultation et présentera une proposition finale pour le renouvellement du mandat et de la structure de gouvernance avant la prochaine réunion internationale du Dialogue.

### III. Une stratégie politique pour les objectifs de consolidation de la paix et de renforcement de l'État

8. Les co-présidents ont rappelé aux participants qu'une stratégie politique visant à promouvoir les objectifs de consolidation de la paix et de renforcement de l'État, est un engagement pour le New Deal et l'occasion de travailler conjointement sur le programme de travail de 2012. Le rôle de chef de file du g7+ dans ce domaine a été accepté et salué par les membres. Cette stratégie a pour objet de :

- Créer et accroître l'acceptation au sein des Nations Unies et d'autres forums internationaux clés concernant les priorités des pays en situation de fragilité et de transition telle que l'incarnent les objectifs de consolidation de la paix et de renforcement de l'État.
- Garantir que cette acceptation s'articule de manière concrète dans les principales politiques des Nations Unies et autres politiques internationales, ainsi que dans les cadres de développement à long terme. Particulièrement dans le cadre de développement post 2015.

9. Un projet de stratégie, préparé par le secrétariat du g7+ (Document 2) sur la base de contributions de nombreux partenaires et consultations à New York, a été discuté le 7 juin avec les membres du groupe ayant été établi pour mener à terme ce travail<sup>1</sup>. Les principales questions qui ont été discutées et présentées au groupe de pilotage par le Dr. Mustafa MASTOOR, représentant l'Afghanistan, comprenaient :

- Le processus politique destiné à promouvoir les objectifs de consolidation de la paix et de renforcement de l'État se doit d'être dirigé par le g7+, bien qu'un effort collectif incluant la société civile soit également possible.
- L'Assemblée générale des Nations Unies est un forum clé pour la promotion des objectifs de consolidation de la paix et de renforcement de l'État. Organiser un événement en parallèle en septembre 2012, avec une déclaration finale, serait la première étape à franchir. Une résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies peut être envisagée ultérieurement. Il est également important d'atteindre la Commission de consolidation de la paix, le G77 et le groupe des pays les moins développés. Les représentants permanents du g7+ à New York ont un rôle essentiel à jouer dans ce processus.
- La stratégie politique doit également inclure une stratégie de communication (aussi bien au niveau national qu'international et avec des messages clés adaptés aux différentes audiences), et cela requiert une approche intégrant l'ensemble du gouvernement et de la société. L'implication de la société civile dans ce processus est cruciale.

10. Les membres du groupe de pilotage ont été invités à commenter la stratégie et de proposer les étapes à venir. Ces commentaires et propositions ont compris :

- Le besoin d'élaborer davantage la stratégie et d'inclure clairement les rôles et responsabilités ainsi que des indications aux représentants permanents à New York. Il a également été convenu qu'il était nécessaire d'identifier un chef de file parmi les représentants permanents du g7+ à New York.

---

<sup>1</sup> Les membres du groupe de travail comprennent : l'Afghanistan, l'Allemagne, l'Australie, la République Centrafricaine, la République démocratique du Congo, le Danemark, les États Unis, le Libéria, les Nations Unies, les Pays-Bas, le Royaume Uni, la Sierra Leone, le Sud Soudan, le Timor oriental.

- L'importance de garantir que les indicateurs sur les objectifs de consolidation de la paix et de renforcement de l'État sont élaborés et que des résultats concrets ont été atteints dans le cadre de la mise en œuvre du New Deal, est un élément clé de la stratégie de communication et d'influence.
- L'importance de posséder une stratégie multi-niveaux (par ex. aux niveaux national, régional et mondial) et d'aller de l'avant dans l'engagement dans le pays quant aux objectifs de consolidation de la paix et de renforcement de l'État, et particulièrement au sein des pays du g7+ et des gouvernements. Cela permet de s'assurer de leur soutien. La proposition d'assistance qui est actuellement discutée par le g7+, le PNUD et la Banque mondiale pourrait aider à répondre à ce besoin.
- Le besoin de repositionner plus clairement les objectifs de consolidation de la paix et de renforcement de l'État au sein des efforts internationaux de développement en cours actuellement. Cela permettrait de garantir l'engagement des acteurs du développement, de la diplomatie et de la sécurité (y compris des partenaires tels que le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine), et à l'ensemble des partenaires de profiter de toute opportunité de promouvoir les objectifs de consolidation de la paix et de renforcement de l'État.
- Le besoin d'inclure une stratégie permettant d'influer sur le financement des objectifs de consolidation de la paix et de renforcement de l'État (par ex. les allocations de ressources de l'IDA, l'utilisation de fonds internationaux pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État).
- La proposition de charger les co-présidents (ou d'autres volontaires) du soutien au g7+ dans son rôle de chef de file dans ce processus et de composer un petit groupe de travail (stratégique) plutôt qu'un groupe de travail à part entière pour la mise en œuvre de cette stratégie.

#### **Décisions prises et étapes à venir**

Le Secrétariat du g7+, en collaboration avec un petit groupe de travail (stratégique), examinera la stratégie et déterminera les rôles et responsabilités ainsi qu'une planification concrète de l'événement qui se tiendra en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies au mois de septembre. Le g7+, avec le soutien du groupe stratégique, sera responsable d'élaborer la stratégie. Le groupe de travail plus élargi servira de groupe de référence et apportera son soutien quand cela sera nécessaire. Les co-présidents du Dialogue dirigent actuellement ce processus. Les partenaires au développement identifieront un chef de file qui remplacera le Danemark. La société civile et les agences multilatérales, quant à elles, détermineront les représentants qui feront partie de ce petit groupe stratégique.

#### **IV. La mise en oeuvre du New Deal**

11. Les co-présidents ont rappelé aux participants que la mise en œuvre du New Deal est une priorité pour les mois et années à venir, et que d'autres éléments du programme de travail du Dialogue dépendront en grande partie de la preuve que le New Deal peut réaliser de meilleurs résultats dans les États fragiles. Les acteurs nationaux en ont la responsabilité et doivent étayer les principes du New Deal (appropriation et utilisation des systèmes des pays par exemple). Le groupe de travail chargé de la mise en œuvre du New Deal, en plus d'apporter des conseils basiques et de soutenir la communication, pourrait également apporter un soutien supplémentaire à la demande. Les co-

présidents ont également souligné que ce groupe de travail opérait en parallèle du groupe chargé de l'élaboration des indicateurs sur les objectifs de consolidation de la paix et de renforcement de l'État. Les deux groupes sont respectivement co-présidés par l'Afghanistan et l'Australie et par la République démocratique du Congo et le Bureau d'appui à la consolidation de la paix.

12. Les co-présidents du groupe de travail, Mme Ali GILLIES et M Habib Ur Reham MAYAR, ont présenté une vue d'ensemble des travaux réalisés à ce jour par le groupe, et particulièrement le projet de mise en œuvre, l'ensemble du matériel de communication standard et les options de soutien des donateurs pour la mise en œuvre du New Deal.

13. Parmi les commentaires et les propositions présentés :

- Les tâches de ce groupe, du petit groupe chargé de la politique stratégique, et du groupe chargé des indicateurs doivent être alignées (par ex. les orientations sur l'éventail de la fragilité doivent être incluses dans le guide de base de la mise en œuvre) et des mécanismes de coordinations bien établis.
- Ce groupe de travail peut faire office de bureau centralisant les expériences sur la mise en œuvre du New Deal au niveau national. Une matrice pour la collecte d'expériences au niveau national et d'actions menées par les partenaires au développement pour la mise en œuvre du New Deal serait un instrument clé pour ce faire. Ceci doit également se baser sur le travail réalisé à ce jour par le g7+ et l'INCAF.
- Les informations sur la mise en œuvre du New Deal doit circuler régulièrement pour permettre à toutes les parties intéressées de contribuer au processus. Les bons enseignements sur ce qui fonctionne et sur ce qui ne fonctionne pas seront fondamentaux à cet effet.

#### Décisions prises et étapes à venir

Les délégués se sont accordés à dire que le matériel produit par le groupe de travail chargé de la mise en œuvre (Documents 3a/3b/3c), était utile en tant que soutien de base à la mise en œuvre au niveau national. Le groupe de travail peut jouer un rôle important pour appuyer la mise en œuvre du New Deal en facilitant le partage des expériences, en identifiant les opportunités et les goulots d'étranglement que la mise en œuvre peut rencontrer et en offrant un soutien ciblé. Une meilleure coordination avec la stratégie politique et les indicateurs sur les objectifs de consolidation de la paix et de renforcement de l'État est également nécessaire. Les co-présidents (l'Afghanistan et l'Australie), avec le soutien des secrétariats du g7+ et de l'INCAF, feront des propositions concrètes pour les tâches à venir du groupe d'ici la fin du mois de juin.

#### V. Les indicateurs sur les objectifs de consolidation de la paix et de renforcement de l'État et l'éventail de la fragilité

14. Les co-présidents du Dialogue ont rappelé aux participants qu'il fallait, dans le cadre de l'engagement pris vis-à-vis du New Deal, d'élaborer conjointement un ensemble d'indicateurs pour les objectifs de consolidation de la paix et de renforcement de l'État d'ici septembre 2012.

15. Les co-présidents du groupe de travail, Francesca BOMBOKO et Henk-Jan BRINKMAN avec Gary MILANTE et Helder DA COSTA, en tant que co-présidents temporaires, ont renseigné sur les progrès réalisés par le groupe chargé des indicateurs sur les objectifs de consolidation de la paix et de renforcement de l'État depuis janvier 2012, sur les résultats de la deuxième réunion du groupe de travail qui s'est tenue les 6 et 7 juin à Nairobi, et sur les étapes à venir et options pour aller de l'avant.

Ils ont également souligné qu'une approche par étapes - comme mettre l'accent sur le lancement de l'évaluation de la fragilité au niveau national – suivie de discussions du groupe de travail et de consultations sur les indicateurs, ne permettraient pas de respecter les engagements pris dans le cadre du New Deal pour l'élaboration d'indicateurs sur les objectifs de consolidation de la paix et de renforcement de l'État d'ici septembre 2012.

16. Les membres du groupe de pilotage ont en grande majorité salué les progrès réalisés. Il a été souligné que ce travail était fondamental pour tous les membres du Dialogue international et ce pour plusieurs raisons. Une sélection d'indicateurs au niveau national est utile aux acteurs nationaux et internationaux dans le pays pour les aider à générer des données pour les évaluations de la fragilité, et pour mesurer les progrès réalisés par rapport aux priorités spécifiques du pays en matière de consolidation de la paix et de renforcement de l'État. Élaborer un ensemble d'indicateurs mondiaux sera l'instrument permettant d'étayer les progrès réalisés dans les pays fragiles et de donner aux objectifs de consolidation de la paix et de renforcement de l'État davantage de poids au sein du débat international. Ces indicateurs influenceront sur le cadre des post-OMD et d'autres indicateurs liés et permettront de justifier l'augmentation des financements dans les États fragiles auprès des agences de donateurs.

17. La discussion a mis en relief les points suivants :

- L'importance de ne pas perdre de vue la discussion stratégique élargie et d'éviter ainsi de perdre ainsi l'occasion d'influer sur la discussion post-OMD.
- La nécessité d'avoir un calendrier rigoureux et réaliste pour accomplir ces tâches. Faisant référence aux deux options présentées par les co-présidents du groupe de travail, plusieurs membres ont proposé de trouver une option intermédiaire combinant le lancement de l'évaluation de la fragilité au niveau des pays (et l'identification d'indicateurs appropriés), avec des consultations au niveau mondial. Cela permettrait de conserver l'élan pris par ce processus.
- L'importance d'étudier les moyens pour que ce processus puisse tenir compte et renforcer la capacité statistique déjà existante, la disponibilité limitée des données, la capacité humaine et les contraintes politiques dans les situations de fragilité. Nous ne devons pas par ailleurs oublier les défis politiques pouvant rendre l'évaluation de la fragilité et/ou l'identification des indicateurs difficile pour un pays, particulièrement dans le cadre du calendrier proposé. Pour les pays qui sont dans le processus de mise en place de systèmes de suivi et d'évaluation pour leurs stratégies de réduction de la pauvreté (le Libéria par exemple), il serait opportun et pertinent d'établir un inventaire préliminaire d'indicateurs.
- L'importance de poursuivre ce travail de manière conjointe et d'y impliquer les partenaires au développement, ainsi que la société civile, afin de s'assurer de leur adhésion.

#### **Décisions prises et étapes à venir**

Les co-présidents du groupe de travail (la RDC et le BACP) feront circuler une proposition sur la manière de faire avancer les travaux et un calendrier révisé avec des propositions de livrables pour septembre 2012. Ces éléments seront soumis aux membres du groupe de pilotage pour réflexion d'ici la fin du mois de juin. Afin de conserver l'élan pris par ce processus et ne pas perdre l'occasion d'influer sur la discussion post-OMD, les co-présidents proposeront une option intermédiaire combinant le lancement de l'évaluation de la fragilité au niveau des pays (et l'identification d'indicateurs appropriés), avec des consultations au niveau



## **VI. Le suivi et l'élaboration de rapports sur la mise en oeuvre du New Deal**

18. Mme. Donata GARRASI, du secrétariat du Dialogue international, a brièvement présenté les éléments clés de la discussion préliminaire portant sur l'élaboration de rapports sur la mise en œuvre du New Deal (Document 5), tout en mettant en avant le besoin de s'assurer que l'élaboration de rapports sur le New Deal vienne bien compléter le suivi du partenariat mondial pour l'efficacité du développement, et que le choix de la méthodologie et du mécanisme à adopter dépendra de l'objet de ces rapports (par ex. la reddition de comptes, le changement de comportement, la mise en œuvre ou l'évaluation de l'impact). Le document de discussion inclut également une proposition du secrétariat du g7+ qui met l'accent sur l'appropriation et le rôle des acteurs nationaux dans le processus d'élaboration de rapports.

19. Pendant la discussion, les participants ont souligné l'importance de s'assurer que l'élaboration des rapports sur le New Deal montre bien ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas, comment celui-ci change les comportements des acteurs clés, qu'il est plus centré sur le niveau national que sur le niveau mondial, qu'il se base sur les niveaux de capacités d'un pays ainsi que sur les expériences déjà existantes et les processus en cours (par exemple les systèmes de S&E déjà existants, les enquêtes sur les principes sur les États fragiles le travail du g7+ pour mettre en place une base pour les expériences nationales, les examens par les pairs du CAD).

### **Décisions prises et étapes à venir**

Les engagements pris pour l'élaboration des rapports sur la mise en œuvre du New Deal doivent s'aligner et venir en complément du mécanisme de suivi du partenariat mondial pour le développement. Une équipe composée de trois membres du groupe de pilotage (par exemple un représentant du g7+, un représentant du partenaire au développement et un représentant de la société civile), présentera une proposition de mécanisme d'élaboration de rapports sur la mise en œuvre du New Deal. Ceci vient en complément du cadre de suivi du partenariat mondial et des options proposées par le secrétariat du g7+. Cette proposition sera prête d'ici la fin du mois de juin.

## **VII. Autres questions importantes :**

20. **La prochaine réunion du Dialogue :** La prochaine réunion du Dialogue devrait se tenir au dernier trimestre 2012, de préférence dans l'un des pays du g7+. Haïti et le Togo sont deux options possibles et la République Centrafricaine reste également une alternative. Les secrétariats du Dialogue et du g7+ étudieront ces options et en informeront le groupe de pilotage au plus vite.

21. **La composition du groupe de pilotage :** la proposition faite par les co-présidents du Dialogue sur la manière d'officialiser le processus de sélection des membres du groupe de pilotage (Document 6) a été ratifiée. Sur la base de cette proposition, il sera demandé aux membres d'exprimer officiellement leur intérêt à rejoindre le groupe de pilotage d'ici la fin du mois de juillet et selon le processus décrit dans cette proposition des co-présidents. Une liste finale des membres retenus sera mise en circulation d'ici la fin du mois d'août. (veuillez noter que le calendrier a été modifié afin de pouvoir tenir compte du retard pris dans l'envoi de la présente synthèse).

22. **Questions liées aux financements :** Les partenaires au développement ont demandé la présentation en urgence d'un budget complet et consolidé détaillant les besoins en financements des secrétariats du Dialogue et du g7+, les financements nécessaires au soutien national supplémentaire du

g7+ et de la mise en œuvre du New Deal ainsi qu'aux activités de la Banque mondiale et des Nations Unies. En outre, le contrôle financier doit refléter les demandes de la société civile participant au Dialogue. Les secrétariats du Dialogue et du g7+ travailleront conjointement sur cette question et présenteront un budget consolidé au groupe de pilotage d'ici la fin du mois de juin.